

Délibération n° 2020-10-50 du 15 octobre 2020

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-79 et D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 15 octobre 2020,

Décide :

Exposé des Motifs

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche de l'audiovisuel a transmis à France compétences, avant le 24 août 2020, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des branches



sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'audiovisuel, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF de l'audiovisuel dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris, le 15 octobre 2020

Le Président du Conseil d'administration,
Jérôme TIXIER



Annexe : Recommandations de France compétences

Recommandations de France compétences à la branche de l'audiovisuel

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF de l'audiovisuel pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1922, 2411, 2412, 2642, 2717, 3097

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP6601	ARCHITECTE LOGICIEL	7500	8250	7585	8900	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP34167	CHEF DE PROJET DIGITAL	9000	7522	7200	8772	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP848	COMMUNICATION ET INDUSTRIES GRAPHIQUES OPT. A ÉTUDE ET RÉALISATION DE PRODUITS GRAPHIQUES	8000	8432	8009	9150	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP1169	COMMUNICATION VISUELLE OPTION : GRAPHISME, ÉDITION, PUBLICITÉ	8000	9100	8282	9373	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP1038	COMMUNICATION VISUELLE OPTION : MULTIMÉDIA	8000	8698	8018	9100	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP28758	CONCEPTEUR(TRICE) EN COMMUNICATION VISUELLE	7200	7500	7210	8400	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP34246	CONCEPTEUR GRAPHIQUE	8000	8462	8126	9175	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP24358	DEUST TECHNICIEN DES MÉDIAS INTERACTIFS ET COMMUNICANTS (T-MIC)	9200	8282	7382	9100	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP34287	DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES EN TECHNIQUES DE L'IMAGE ET DU SON (DESTIS)	13000	6800	6038	10700	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP9046	DIPLÔME NATIONAL SUPÉRIEUR PROFESSIONNEL DE MUSICIEN, SPÉCIALITÉ CHEF D'ENSEMBLES INSTRUMENTAUX ET VOCAUX	19000	7805	7202	16350	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP9044	DIPLÔME NATIONAL SUPÉRIEUR PROFESSIONNEL DE MUSICIEN, SPÉCIALITÉ INSTRUMENTISTE/CHANTEUR	19000	7805	7202	16350	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP9045	DIPLÔME NATIONAL SUPÉRIEUR PROFESSIONNEL DE MUSICIEN, SPÉCIALITÉ MÉTIERS DE LA CRÉATION MUSICALE	19000	7805	7202	16350	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP31993	DIRECTEUR ARTISTIQUE ET DE LA CRÉATION	14600	8350	6750	14550	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP31883	DIRECTEUR ARTISTIQUE NUMÉRIQUE	10900	8598	7604	8975	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP31580	ECONOMIE DU TRAVAIL ET DES RESSOURCES HUMAINES (FICHE NATIONALE)	7000	8900	7592	9167	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP34262	EXPERT EN SCIENCES DES DONNÉES	8400	8792	8425	10150	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP1124	EXPRESSION VISUELLE OPTION : ESPACES DE COMMUNICATION	8000	9064	8075	9336	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP31163	GESTIONNAIRE DE PROJETS ÉVÈNEMENTIELS	8000	8291	8018	8540	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP28173	GRAPHISTE MOTION DESIGNER	7000	7522	7200	9070	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP34241	INFOGRAPHISTE	8000	8462	8208	8716	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP11924	INFOGRAPHISTE 3D	8000	8462	8208	8716	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP34302	INFOGRAPHISTE-DESIGNER WEB	8000	8366	8115	8617	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP30368	INFOGRAPHISTE MULTI-SUPPORTS	8000	8462	8208	8716	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP31896	PHOTOGRAPHE VIDÉASTE	18000	9200	7150	14773	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés